



P4P Achats au service du progrès



Que sont les achats au service du progrès?

Les achats au service du progrès sont une initiative novatrice qui a pour but d'aider les petits producteurs en leur offrant des débouchés et en les rendant compétitifs sur les marchés agricoles.

L'objectif ultime de cette initiative est de promouvoir le développement des marchés agricoles de sorte que, d'ici à 2013, au moins 500 000 petits cultivateurs pauvres – pour la plupart des femmes – produisent des excédents qu'ils puissent vendre à des prix rémunérateurs pour accroître leurs revenus.

Cette initiative, lancée à titre pilote pour une période de cinq ans dans 21 pays, utilise le double levier que sont les achats de produits alimentaires de base (céréales, légumineuses et aliments préparés) que le PAM doit distribuer et

les compétences techniques d'une large gamme de partenaires afin de mettre les organisations d'agriculteurs mieux à même d'avoir accès au crédit, d'accroître leur production et de vendre un produit de haute qualité.

Cette initiative transformera la façon dont le PAM achète les produits alimentaires dans les pays en développement et constitue pour les petits exploitants une perspective de débouchés stables, ce qui les encouragera à augmenter leur production et à en améliorer la qualité afin d'accroître leurs revenus.

En augmentant les revenus agricoles, les achats au service du progrès feront de l'acquisition locale de produits alimentaires par le PAM l'une des pièces maîtresses d'une solution à long terme au problème de la faim et de la pauvreté.



Les achats au service du progrès en un coup d'œil

Couverture géographique 21 pays

Afrique	Burkina Faso, Éthiopie, Ghana, Kenya, Libéria, Malawi, Mali, Mozambique, Ouganda, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sierra Leone, Soudan, Zambie
Asie	Afghanistan, Laos
Amérique latine	El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua

Traits saillants

Bénéficiaires	au moins 500 000 petits exploitants
Durée	5 ans (septembre 2008 – septembre 2013)
Financement total	137 millions de dollars pour l'appui technique et l'octroi de subventions aux organismes associés sur une période de cinq ans
Principaux donateurs	Fondation Bill & Melinda Gates, Fondation Howard G. Buffett, Gouvernements de la Belgique, du Canada, des États-Unis d'Amérique, de l'Irlande, du Luxembourg, du Royaume d'Arabie saoudite et Union européenne

Comment fonctionne l'initiative

L'initiative des achats au service du progrès repose sur trois piliers: achats du PAM, partenariats avec les producteurs, et apprentissage et partage des connaissances.

1 Achats – Le PAM, qui est par le volume de ses activités la plus importante institution humanitaire au monde, achète chaque année des quantités substantielles de denrées de base qu'il distribue dans le cadre de ses programmes d'assistance alimentaire. Ainsi, en 2009, le PAM a acheté pour près de 1 milliard de dollars de produits alimentaires, dont 82 pour cent dans des pays en développement. Par le biais de cette initiative, le PAM met à l'essai des modalités novatrices d'achat de produits alimentaires et s'emploie à élargir les débouchés pour les petits exploitants à faible revenu, par exemple sous forme de contrats directs, de contrats à terme ainsi que d'appels d'offres simplifiés.

2 Partenariats – Le PAM conjugue son pouvoir d'achat aux compétences et aux ressources de ses partenaires afin d'aider les agriculteurs à accroître les rendements, réduire les pertes après la récolte et améliorer la qualité de leur production. Grâce à une formation et au renforcement de leurs capacités, les petits exploitants acquièrent les compétences et l'expérience nécessaires pour devenir des acteurs compétitifs sur les marchés agricoles et y vendre leur production, et pas seulement au PAM. Un appui est

également fourni aux petits exploitants dans d'autres domaines, notamment pour qu'ils puissent avoir plus facilement accès au crédit, mieux comprendre le fonctionnement des marchés, renforcer leurs organisations et gérer les associations de producteurs.

Apprentissage et partage des connaissances – Les enseignements qui seront tirés de l'expérience des cinq années que doit durer l'initiative seront partagés de manière à ce que les petits agriculteurs tirent le plus grand parti possible de la vente de leur production excédentaire. Les pratiques optimales qui auront été identifiées seront intégrées aux politiques et aux programmes du PAM et largement diffusées parmi les parties prenantes, y compris les gouvernements, les institutions régionales et les entités des secteurs public et privé.

"Nos agriculteurs apprendront les meilleures pratiques et sauront comment se présenter aux acheteurs potentiels. Plus ils sauront être compétitifs, et plus vite nous deviendrons un pays producteur."
Mohamed Makiyou Coulibaly, du Ministère de l'agriculture du Mali

Problématique hommes-femmes

La problématique hommes-femmes est un aspect extrêmement important de l'initiative étant donné que la plupart des petits agriculteurs sont des femmes. Chacun des projets pilotes entrepris dans le cadre de l'initiative doit tenir compte de ce que les femmes et les hommes n'ont généralement pas un accès égal aux semences et aux engrais, à la technologie, au crédit, aux moyens de transport, aux marchés et aux services d'appui. Aussi faut-il veiller tout particulièrement à associer les femmes à

l'initiative et faire en sorte qu'elles aient voix au chapitre. Il faut notamment, pour cela, travailler avec les négociants et les organisations d'agriculteurs pour que les femmes soient équitablement représentées aux postes de responsabilité et veiller à ce qu'elles perçoivent directement l'argent provenant de la vente de leur production. Le système de suivi, d'évaluation et de rapports mis en place au niveau des pays permet de surveiller la participation des femmes à toutes les étapes.

"Les achats au service du progrès sont devenus pour nous une source de revenus qui nous permet d'accroître notre production, d'éduquer nos enfants et de subvenir aux besoins de nos familles."

Haja Marah, présidente de la Coopérative horticole féminine de Koinadugu, Sierra Leone



En **Sierra Leone**, une association d'agricultrices, la Coopérative horticole féminine de Koinadugu, a livré au PAM, en 2010, 25 tonnes de riz pour distribution dans le cadre des programmes de repas scolaires. Le PAM n'avait précédemment jamais acheté de produits alimentaires dans ce pays. Le riz a été vendu 560 dollars la tonne. Selon Haja Marah, présidente de cette coopérative de 750 femmes, l'argent provenant de cette vente permettra à ces dernières d'accroître leur production, d'éduquer leurs enfants et de subvenir aux besoins de leur famille. En Sierra Leone, où 11 années de guerre civile ont déplacé quelque 2 millions de personnes et dévasté les infrastructures, l'initiative des achats au service du progrès a créé les conditions nécessaires pour que les agriculteurs puissent accroître leur production et répondre aux normes de qualité et d'hygiène alimentaire exigées par le PAM pour ses achats.

À Aldea de Bracito, dans le sud du **Guatemala**, l'initiative, en partenariat avec l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA), a dispensé une formation aux membres de l'ACDIMAR, association d'agricultrices. Odilia Alvarez, membre de l'association, a mis sa terre à disposition afin d'y mener un projet de démonstration. Ainsi, Odilia et les autres femmes ont appris de nouvelles techniques de production, et en particulier pour la culture de haricots, plus rentable. Elles ont également reçu une formation à la lutte contre les animaux nuisibles et les maladies et ont appris à nettoyer et à trier le maïs pour en améliorer la qualité ainsi qu'à calculer les prix de revient. Elles ont ainsi pu offrir au PAM un maïs de haute qualité – le meilleur des sept fournisseurs du PAM au Guatemala – et elles ont vendu leur production 344 dollars la tonne, au lieu des 289 dollars que les négociants auraient payé pour un maïs de deuxième qualité.





Innovations dans les achats locaux

Les achats au service du progrès font partie intégrante des programmes d'achats du PAM sur les marchés locaux et régionaux. Cette initiative permet au PAM de mettre à l'essai de nouvelles modalités d'achat des produits dont il a besoin, indépendamment des appels d'offres qu'il lance à grande échelle, l'intention étant d'utiliser son pouvoir d'achat comme levier pour accroître les débouchés qui s'offrent aux petits exploitants et permettre ainsi aux agriculteurs pauvres de vendre l'excédent de leur production. Différentes approches sont ainsi mises à l'épreuve, selon les circonstances propres à chaque pays.

Appel à la concurrence: Les fournisseurs sont mis en concurrence, mais dans des conditions favorables aux associations de producteurs et aux petits et moyens négociants. Ces appels à la concurrence revêtent notamment les formes suivantes:

Appels d'offres simplifiés – Ces appels d'offres sont assortis de conditions moins rigoureuses afin de faciliter les soumissions de petits producteurs ou de petits négociants: par exemple, achats de plus petites quantités, fourniture de sacs dûment marqués à l'emblème du PAM, dérogation à l'obligation de fournir une garantie de livraison ou spécification de points de livraison proches des entrepôts des fournisseurs.

Bourses de produits – Ces types de marchés permettent de mettre en contact un grand nombre d'acheteurs et de vendeurs potentiels sans qu'ils doivent se trouver physiquement au même endroit. Les transactions sont coordonnées par une entité indépendante: lorsqu'un acheteur fait connaître son intention d'acheter un produit, les vendeurs préalablement enregistrés peuvent faire des offres.

Foires aux céréales – Ces foires rassemblent producteurs et négociants qui ont des produits à vendre, et le PAM peut choisir un fournisseur sur la base de la qualité et du prix des produits offerts et du profil du fournisseur.

Contrats directs: Au moment de la récolte, le PAM négocie un contrat d'achat de produits directement avec les associations de producteurs. Le prix est indexé sur le prix de gros en vigueur sur le marché pour des produits de haute qualité. Dans le cas des contrats directs, il n'est pas nécessaire d'organiser un appel à la concurrence auquel doivent participer au minimum trois soumissionnaires.

Systèmes de récépissés d'entrepôt – Les petits exploitants déposent les produits répondant à des normes prédéterminées de qualité dans un entrepôt certifié et reçoivent en contrepartie un récépissé représentant 60 pour cent environ de la valeur marchande de leurs produits. Ce récépissé peut être encaissé auprès d'un établissement financier local, et le solde est acquitté lorsque les produits sont vendus.

Contrats à terme: À l'époque des semis, le PAM signe avec un fournisseur un contrat prévoyant la livraison d'une quantité spécifiée d'un produit d'une qualité déterminée, à un prix ou selon une formule de calcul du prix établis d'avance.

Traitement des produits: Une aide est également fournie, dans le cadre de l'initiative des achats au service du progrès, afin de développer les capacités locales de traitement des produits alimentaires, par exemple pour fabriquer des biscuits, des huiles végétales et des mélanges de farine enrichis. Le PAM encourage la conclusion directe de contrats à terme entre les petits exploitants et les installations de traitement afin que les produits requis comme matières premières puissent être livrés au moment voulu.

"Avant, je ne savais jamais si je pourrais semer, n'ayant pas de semences. J'ai, aujourd'hui, la possibilité de cultiver ma terre et de rembourser mes emprunts après la récolte." Pero Blandón, Nicaragua.

Au **Guatemala**, les associations de producteurs vendent leur maïs à une société privée qui fabrique, sur la base d'un contrat garanti, du Vitacereal – type de farine mélangée enrichie. Le PAM achète le Vitacereal qu'il distribue aux enfants dans le cadre de ses programmes de nutrition. L'un des objectifs de l'initiative étant d'élargir les débouchés qui s'offrent aux petits producteurs, l'on s'attache notamment à établir des liens entre les agriculteurs et les entreprises de traitement des produits alimentaires. Le PAM appuie ces efforts en achetant lui aussi du maïs et des haricots aux associations de producteurs. Le PAM et ses partenaires, en outre, investissent dans l'amélioration de la production agricole et le renforcement des associations de producteurs. Une formation est dispensée à ces associations dans des domaines comme l'administration et la gestion financière, le crédit et les systèmes d'information sur les marchés et comme les techniques novatrices de conservation des sols et de l'eau, l'agriculture sans labour, l'irrigation, les engrais, la récolte et la gestion après la récolte.



Silvio Mário Joaquim et sa femme, Rosa Agostinho, petits agriculteurs de Nampula, dans le nord du **Mozambique**, ont sept enfants à nourrir, de sorte qu'ils doivent produire autant que possible et minimiser les pertes après la récolte. Faute d'installations appropriées pour entreposer la récolte et se familiariser avec les méthodes de désinsectisation, cependant, les pertes sont élevées. Normalement, Silvio et Rosa conservent la récolte familiale en l'enveloppant dans de vieilles chemises, les paquets étant ensuite rassemblés et dissimulés dans les poutres du toit. Grâce à l'initiative des achats au service du progrès, ils ont pu recevoir une subvention qui leur a permis d'aménager sur place un entrepôt où peuvent être emmagasinés jusqu'à une tonne de produits ainsi que du matériel de vérification de la qualité. Silvio et Rosa ont également reçu une formation à la fumigation, aux méthodes d'entreposage et aux techniques de préservation des produits après la récolte.

En **El Salvador**, l'initiative a aidé à mettre au point une machine – qui n'existait pas dans le commerce – pour calibrer et nettoyer le maïs et les haricots. Ainsi, il a été recruté un ingénieur chargé d'adapter un modèle conçu pour les plantations de café de manière qu'il puisse être utilisé aussi pour le maïs et les haricots. Les associations de producteurs pourront acheter cette machine sur la base d'une participation aux coûts. La capacité de nettoyage de la machine est de 40 tonnes à l'heure. Selon les calculs, les organisations qui achèteront cette machine pourront l'amortir en un an seulement et faire un bénéfice de 24 000 dollars la deuxième année.



Pour diriger la mise en œuvre de l'Initiative, le PAM réalise périodiquement des études de marché pour suivre et analyser les tendances ainsi que les variables qui affectent la production. Il peut ainsi déterminer les pratiques optimales qui peuvent être adoptées pour aider les producteurs participants. Dans certains pays, un appui est fourni à de nouveaux types de systèmes commerciaux, comme les récépissés d'entrepôt et les bourses de produits, pour pouvoir ainsi élargir les possibilités qui s'offrent aux

petits exploitants d'avoir accès à des marchés rentables. Le PAM utilise sa présence comme catalyseur pour encourager l'adoption de moyens novateurs et accroître le volume des ventes tout en réduisant les coûts de transaction et les coûts de commercialisation. Ces efforts seront poursuivis aussi longtemps qu'ils profiteront aux petits exploitants en améliorant le rapport coût-efficacité et la prévisibilité des ventes, en élargissant les débouchés et en encourageant le développement agricole.



Systemes de récépissés d'entrepôt

En **Ouganda**, le PAM appuie le système de récépissés d'entrepôt, qui permet aux petits producteurs de déposer leurs récoltes dans un entrepôt certifié en contrepartie d'un récépissé qui peut être encaissé dans un établissement financier local. Cela signifie que les agriculteurs peuvent avoir accès à des liquidités au moment de la récolte sans devoir vendre leur production de façon précipitée. Un réseau d'entrepôts certifiés gérés par des professionnels permet en outre d'éviter les pertes après la récolte. Ensemble, les agriculteurs peuvent offrir de plus grandes quantités de produits et obtenir ainsi des prix plus rémunérateurs. Un de ces entrepôts, d'une capacité de 2 000 tonnes, est en construction dans le district de Kapchorwa, dans l'est de l'Ouganda. Pour Hellen Malewa, productrice locale et mère de quatre enfants, ce nouvel entrepôt aura pour principal avantage de réduire le coût du transport. Pour vendre leur maïs, les agriculteurs n'auront plus à le transporter jusqu'à Mbale, ville la plus proche, à quelque 66 km de distance. En outre, l'entrepôt créera de nouvelles possibilités d'emploi. Il est prévu, dans le cadre de l'initiative, de construire ou de moderniser neuf entrepôts, dont deux seront, dans un premier temps, gérés par le PAM et les autres par des partenaires du secteur privé.

Bourses de produits

En **Zambie**, le PAM achète les produits dont il a besoin par l'entremise de la nouvelle Bourse zambienne de produits agricoles (ZAMACE). Le PAM peut ainsi contribuer à renforcer le marché dans son ensemble, améliorer la transparence des prix et offrir aux agriculteurs d'autres débouchés. Les producteurs, représentés par les négociants, déclarent les produits qu'ils ont à vendre, en indiquant leur qualité et l'endroit où ils se trouvent, en réponse aux offres d'achat des acquéreurs. La ZAMACE a entrepris de mettre en place un réseau d'entrepôts certifiés où les agriculteurs et les négociants puissent emmagasiner leurs produits afin de les vendre plus tard, pendant la campagne de commercialisation. Le PAM et ses partenaires fournissent un appui aux associations d'agriculteurs pour les aider à répondre aux normes de quantité et de qualité exigées par les entrepôts certifiés.



Partenariats

Dans le cadre de cette initiative, le PAM a établi et continue d'établir des partenariats à différents niveaux pour appuyer les petits exploitants tout au long de la chaîne de valeur. Il est en effet absolument indispensable de pouvoir compter sur différents partenaires afin d'aider les agriculteurs à accroître leur production, à avoir accès aux semences et aux engrais, améliorer les installations d'entreposage, promouvoir des normes élevées de qualité, faciliter l'accès au crédit, accroître la participation des femmes et faciliter l'échange de connaissances.

Partenariats mondiaux: Le PAM collabore étroitement avec l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds international de développement agricole (FIDA), la Millennium Challenge Corporation (MCC), le Millennium Villages Project (MVP), la Banque mondiale et d'autres organisations.

Partenariats régionaux: En Afrique, le PAM travaille avec le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), par l'entremise de l'Alliance for Commodity Trade in Eastern and Southern Africa (ACTESA), et a entrepris de nouer des liens avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). En Amérique latine, le PAM collabore étroitement avec l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA).

Le **Libéria**, où le PAM n'avait jusqu'alors jamais acheté de produits alimentaires, est un exemple de la façon dont différentes entités contribuent au succès de l'initiative des achats au service du progrès. Le gouvernement offre des services de formation et de vulgarisation; la FAO et le gouvernement ont fourni des machines à décortiquer le riz aux coopératives d'agriculteurs; le Programme des Nations Unies pour le développement a utilisé des fonds de la FAO pour construire un entrepôt et une aire de séchage du riz destinés aux associations de producteurs; et l'Ecobank, banque commerciale locale, s'est chargée des paiements dus aux agriculteurs locaux.

"L'initiative est l'un des meilleurs programmes actuellement en cours dans le pays."

Ellen Johnson Sirleaf, Présidente du Libéria



Partenariats locaux: Le PAM entretient des relations étroites avec les gouvernements nationaux et avec les principales parties prenantes dans le secteur du développement de l'agriculture et du développement des marchés, ainsi qu'avec une large gamme d'organisations non gouvernementales (ONG), d'institutions universitaires et d'entités du secteur privé.

Secteur privé: Conscient du rôle critique que doit jouer le secteur privé si l'on veut assurer la pérennité des résultats de l'Initiative, le PAM relie les petits exploitants qui ont une production excédentaire à vendre aux entreprises de traitement de produits alimentaires, aux négociants ainsi qu'aux entreprises privées afin de faciliter l'accès aux installations d'entreposage, aux services financiers et aux services techniques.

Financement

L'initiative des achats au service du progrès ne peut réussir que si le PAM peut compter pour son programme de travail ordinaire dans les 21 pays pilotes sur des contributions en espèces flexibles, prévisibles et ponctuelles. Or, le PAM peut tirer un plus grand parti de ces contributions en espèces, surtout lorsqu'elles arrivent au moment opportun, lorsqu'il est à même d'acheter des produits localement.

Les activités de caractère technique et l'administration de l'initiative sont assurées par le personnel et les experts des bureaux de pays ainsi que par une unité de coordination

qui, au siège du PAM, appuie la mise en œuvre du programme en s'attachant à établir des partenariats, en gérant les activités d'achat, en s'occupant de suivre et d'évaluer les activités, d'identifier les enseignements et les pratiques optimales à tirer de l'expérience et en élaborant et exécutant un programme de renforcement des capacités des organismes associés et des associations de producteurs. En outre, le PAM accorde des subventions à ses partenaires ou aux associations d'agriculteurs avec l'objectif de les aider à mener à bien des activités complémentaires dans des domaines comme la formation, l'accès à l'information sur les marchés et l'appui technique.



Apprentissage et partage des connaissances

La mise en œuvre de l'initiative dans 21 pays différents générera une base de données factuelles suffisamment complète pour guider les politiques et procédures qu'il conviendra pour le PAM de suivre à l'avenir. Les pratiques optimales identifiées seront intégrées aux politiques et aux programmes à long terme du PAM. Les enseignements tirés de l'expérience seront partagés avec les gouvernements nationaux et les acteurs publics et privés qui interviennent dans le secteur agricole.

Comme les circonstances physiques, l'environnement institutionnel et les politiques des différents pays ne sont jamais les mêmes, les mécanismes à prévoir pour l'achat de produits alimentaires et la promotion du développement du marché varient d'un pays à l'autre. Le PAM s'attache, en s'inspirant de la longue expérience qu'il a acquise des achats de produits sur les marchés locaux et régionaux, à explorer de nouvelles modalités d'achat de produits alimentaires de nature à contribuer au développement de débouchés assurés pour les petits exploitants dans le contexte propre à chaque pays.

Le PAM a mis en place toute une série de mécanismes pour rassembler et partager les informations les plus essentielles afin de pouvoir ainsi suivre et évaluer constamment la situation et l'impact de l'initiative sur les revenus des petits exploitants et les débouchés qui s'offrent à eux. Un système très complet de suivi et d'évaluation permettra d'analyser les informations rassemblées au niveau des associations d'agriculteurs, des ménages de petits producteurs et des négociants. L'enquête de référence sera complétée, tout au long de la période de cinq ans que doit durer l'initiative, par un suivi constant d'indicateurs spécifiques. Ces données seront complétées par des études de cas qui permettront de mieux comprendre quel sera l'impact de l'initiative sur chacun de ces groupes. Il a été constitué un groupe d'examen technique composé d'experts indépendants spécialisés dans différents domaines liés à l'agriculture et au développement des marchés afin de fournir des avis sur les aspects les plus critiques de la mise en œuvre de l'initiative. Enfin, le PAM mènera deux évaluations indépendantes – une évaluation à mi-parcours et une évaluation finale – pour analyser les résultats du programme et les meilleures pratiques qui auront été identifiées.



Nous avons maintenant une source de revenu. Jusqu'à présent, nous n'avions jamais l'argent nécessaire pour transporter notre maïs jusqu'au marché", explique Consefta Kimundu, l'une des 86 veuves qui, dans la région Transmara du **Kenya**, ont conjugué leurs forces pour faire face à l'impact du VIH/sida. Le groupe de veuves de Koptegei a commencé à cultiver du maïs. Une banque locale leur a accordé un prêt pour acheter les semences et autres intrants nécessaires. En 2009, lors de la récolte, le groupe a pu vendre 150 tonnes de maïs au PAM dans le cadre d'un contrat direct. En 2010, le PAM a lancé un appel d'offres et a attribué un contrat d'achat de 1 019 tonnes de maïs au groupe de veuves de Koptegei et à huit autres associations de petits exploitants de la région. Tout le maïs a été livré aux dates prévues. Les cultivateurs ont utilisé le bénéfice tiré de leurs ventes au PAM pour payer les droits de scolarité de leurs enfants et louer plus de terres sur lesquelles ils cultiveront du maïs.

"Les magasins sont trop petits, de sorte que le grain s'y détériore. Grâce au nouvel entrepôt, nous pourrions vendre notre maïs plus cher car il sera de meilleure qualité. Nous pourrions répondre aux normes de qualité du maïs en vigueur en Afrique de l'Est et ainsi gagner plus d'argent, construire de meilleures maisons et améliorer les perspectives d'avenir de nos enfants."

Ben Cheptkwoti, Ouganda

Au **Mali**, Afrique Verte, organisation associée à l'initiative, travaille avec les organisations d'agriculteurs et les associations féminines pour enseigner les techniques essentielles de vente, et par exemple faire comprendre les normes de qualité et de conditionnement et l'importance que revêt la ponctualité des livraisons. Afrique Verte apprend aux agriculteurs le fonctionnement des marchés pour que les petits producteurs puissent, dans une perspective à long terme, participer plus activement à l'activité économique. Grâce à ses efforts, l'une de ces organisations d'agriculteurs, Faso Jigi, a pu présenter en 2009 la soumission finalement retenue pour la livraison au PAM de 600 tonnes de céréales.



En **El Salvador**, l'initiative appuie la création d'associations de petits exploitants qui, collectivement, seront bien placés pour vendre leur production. L'un des partenaires du PAM, World Vision, appuie l'association d'agriculteurs Agrotropical dans l'ouest du pays. Malgré leur bonne production de haricots, de maïs et de sorgho, les 506 petits exploitants membres de l'association avaient toujours dû se contenter des prix qui leur étaient proposés. Depuis que l'initiative leur a permis d'offrir leur production sur d'autres marchés, notamment aux ONG, à l'État et au secteur privé, Agrotropical a pu vendre 263 tonnes de maïs au PAM.



Crédits photographiques Page de couverture: PAM/Charlie Hatch-Barnwell; p. 1: PAM/Vanessa Vick; p. 3: PAM/Francis Boima, PAM/Laura Melo; p. 4: PAM/Vanessa Vick; p. 5: PAM/Laura Melo, PAM/Ken Davies, PAM/Laura Melo; p. 6: PAM/Vanessa Vick, PAM/Charlie Hatch-Barnwell; p. 7: PAM/Charlie Hatch-Barnwell; p. 8: PAM/Laura Melo; p. 9: PAM/Charlie Hatch-Barnwell; Quatrième de couverture: PAM/Vanessa Vick.